

APRÈS LA LOI TRAVAIL: LE REVENU SOCIAL GARANTI DANS LES QUARTIERS POPULAIRES

DAVIDE GALLO LASSERE

Laboratoire Sophiapol

Université Paris Ouest – Nanterre

davide.gallolassere@gmail.com

ABSTRACT

The aim of this research is to consider the impact of social policies on unconditional income and show how they could support not only self-employed and skilled workers but also anti-racist struggles. This approach allows to build a multi-faceted analysis of the proposal for guaranteed social income insofar as it considers its impact for both highly-educated precarious workers – employed in ICTs and innovation sectors – and for segregated and racialized subjects who live in working-class neighborhoods.

KEYWORDS

Basic income, popular neighborhoods, workerism

Depuis la crise du régime d'accumulation fordiste et keynésien, plusieurs perspectives théoriques et politiques ont mis en lumière les liens étroits qui se sont tissés dans ces dernières décennies entre 1) la dissolution du rapport salarial, 2) la centralité de la métropole et 3) l'exigence de l'instauration d'un revenu social garanti. En Italie notamment, les mouvements sociaux des années 1970, en déplaçant progressivement le regard hors de l'usine, ont très certainement joué un rôle décisif dans cette histoire. En insistant sur la diffusion de nouvelles formes et figures de la production (tertiarisation, coopération sociale, précarisation, biens communs, économie du partage et collaborative, etc.), ces mobilisations ont fait de la ville le terrain privilégié des enjeux économiques et politiques d'aujourd'hui. Toutefois, la focalisation sur les capacités de création et d'innovation des travailleurs cognitifs – qui se trouvent de plus en plus au cœur des processus de transformation urbaine et économique – conduit trop souvent à sous-évaluer ce qui constitue l'envers des dynamiques globales de la réorganisation sociale en cours : la stratification

hiérarchique des subjectivités multiples dont se compose le capitalisme contemporain et la relégation sociale et géographique des sujets «subalternes». En France comme ailleurs, ce type d'inégalités se superpose largement à des discriminations d'ordre racial et religieux. L'objectif de cet article exploratoire est donc d'ouvrir une piste de lecture afin d'évaluer la portée des politiques sociales qui tournent de l'attribution d'un revenu social inconditionnel et de montrer leur intérêt non seulement pour le soutien aux travailleurs autonomes et qualifiés, mais aussi pour les luttes antiracistes¹. Une telle démarche vise à construire une vision plurielle de la proposition du revenu social garanti, en en examinant ses retombées aussi bien pour les précaires hautement scolarisés qui travaillent dans les secteurs de l'innovation technologique et communicationnelle, que pour les sujets ségrégués et racialisés des banlieues.

Cette approche permet ainsi de prolonger de manière originale les analyses du revenu social garanti qui ont été développées jusqu'ici. Par exemple, la thématique de la subjectivation à travers la revendication d'un revenu social garanti n'a été examinée qu'à partir des luttes et mouvements de la jeunesse et des femmes dans les années 1970 : quels pourraient en être les effets pour les précaires ou les femmes au foyer ? Or, analyser la spécificité d'une telle revendication dans une perspective antiraciste, *a fortiori* dans un contexte tendu comme celui que l'on observe actuellement en France, constitue une piste extrêmement fructueuse. Quels processus de recomposition politique est-on en droit d'attendre de la revendication d'un revenu social inconditionnel ? A quels types de coalition sociale pourrait-elle donner lieu ? L'absence très visible des subjectivités racisées des quartiers populaires et des banlieues des mobilisations du printemps dernier contre la Loi Travail est-elle susceptible d'inviter la gauche progressiste et radicale à mettre au centre de son agenda politique la question du revenu, plutôt que celle du salaire ou de l'emploi ?

DES AUGMENTATIONS SALARIALES AU REVENU SOCIAL INCONDITIONNEL

Avant de poursuivre dans cette direction, il convient de reconstruire une petite généalogie – forcément partielle et partielle – de la revendication du

¹ Cet article reprend et approfondit certains éléments abordés dans D. Gallo Lassere, *Contre la Loi Travail et son monde. Argent, précarité et mouvements sociaux*, Eterotopia, Paris 2016.

revenu social inconditionnel, afin justement de tracer quelques lignes de démarcation dans la pluralité des traditions, très différentes les unes des autres, qui plaident aujourd'hui pour une telle proposition. Il suffit en effet de jeter un regard rapide sur ce qui se passe de nos jours pour remarquer que, du Parti de centre qui gouverne actuellement la Finlande jusqu'aux néolibéraux descendants de Milton Friedman, en passant par les chantres de la Silicon Valley, de l'innovation sociale, de l'auto-entrepreneuriat et des start-up, le revenu social garanti s'est fait pas mal de faux amis. Dans le numéro de juillet 2016 du *Monde diplomatique*, les deux pages consacrées au revenu social s'ouvrent avec cette belle image (qui peut rendre compte non seulement des faux amis de droite, mais aussi d'un certain nombre d'interprétations qui sont de plus en plus en vogue à gauche) : se revendiquer du revenu social, nous explique très justement la journaliste du *Monde diplomatique* Mona Chollet, c'est un peu comme dire qu'on voudrait bien un félin à la maison, sans spécifier si l'on pense à un chaton ou à un tigre ! Et le problème est très exactement celui-là, ou pire encore, car le revenu social, loin de se révéler un chaton, peut même apparaître comme un véritable cheval de Troie des troupes néolibérales, qui, en attribuant une petite somme d'argent à tout un chacun, se sentiront libres de démanteler par la suite le *welfare* et d'inciter le patronat à abaisser davantage le coût du travail, en généralisant plus encore la concurrence interindividuelle. Mais le revenu social inconditionnel peut aussi constituer, à l'inverse, *le socle matériel d'un projet politico-culturel* capable d'entraîner des transformations sociales de grande ampleur. Pour le dire de manière très succincte : il peut et doit constituer *l'outil principal d'un réformisme radical et expansif*. En ce sens, il faut prendre bien garde à ne pas le fétichiser : le revenu social garanti, de notre point de vue, peut surtout devenir *un excellent point de départ*, sans être considéré pour autant comme le point d'arrivée de... l'on ne sait bien quoi !

Si déjà Thomas Moore, dans son *Utopie*, et Thomas Paine, dans les deux tomes des *Droits de l'Homme*, ou encore Charles Fourier au début du XIX^{ème} siècle et Bertrand Russell au lendemain de la Première Guerre Mondiale soutenaient, pour les raisons les plus diverses, l'instauration d'un revenu minimum à attribuer à chaque membre de la communauté sans distinction de genre, de race et de classe, ce n'est qu'avec les mouvements sociaux des années 1960-70 que cette perspective acquiert, pour la première fois, une consistance théorique et politique digne de la plus grande attention. Quand on parle des mouvements sociaux des années 1960-70, il paraît impensable de ne pas mentionner l'an de grâce 1968. Or, ce que nous voudrions essayer de faire ici, à partir d'un point de vue italo-centré, c'est

justement de déplacer le regard sur deux autres dates : l'automne 1969 et le printemps 1977. Comme mai 68, ces deux dates représentent aussi des synecdoques, c'est-à-dire des parties qui valent pour le tout, à savoir, en ce qui concerne 1969, les luttes ouvrières ; et en ce qui concerne 1977, les révoltes de la jeunesse. Concentrer la généalogie du revenu social garanti à l'intérieur du périmètre délimité par ces deux dates-symboles – comme nous le verrons dans un instant – n'est pas du tout anodin d'un point de vue à la fois, économique et politique. Prenons l'exemple de Philippe Van Parijs, l'un des théoriciens et activistes les plus importants au monde du revenu social garanti. Pour Van Parijs, luttes ouvrières et mouvements sociaux ne constituent pas la base à partir de laquelle peut s'élaborer une théorie du revenu social. Van Parijs pointe fondamentalement la focale sur la dimension *éthique* de ce type de politique sociale, en mettant en avant la portée émancipatrice qu'elle impliquerait pour chaque *individu*, les pauvres surtout, sans pourtant établir aucun lien significatif entre, d'un côté, la revendication du revenu social et, de l'autre, les développements les plus récents du capitalisme qui se sont mis en place en réponse à la conflictualité sociale des années 1960-70. Le revenu social de base, pour lui, est plutôt ce qui donne corps à une théorie normative de la justice². Ce qui compte, en revanche, c'est d'essayer d'*ancrer le projet politico-culturel du revenu social inconditionnel dans une théorie du présent du capitalisme*³.

Pour revenir à l'année 1969, les historiens s'accordent désormais sur le fait que l'«automne chaud» italien a constitué sans aucun doute l'un des moments de pointe – sinon le moment de pointe – du conflit de classe de la deuxième partie du XX^e siècle en Occident, l'un de ces moments au cours desquels les luttes ouvrières ont su arracher avec le plus d'efficacité l'initiative au capital, en rééquilibrant le rapport de force. S'il y a un indicateur qui montre cela de manière relativement claire, plus encore que le nombre d'heures de grève ou la signature d'accords favorables aux syndicats, c'est la part de la valeur ajoutée destinée aux salaires au détriment de celle destinée au profit. On est ainsi passé – il suffit de regarder ce que nous raconte Piketty – de 60% de la valeur ajoutée consacrée à la masse salariale vers 1965 à plus de 70% au tout début des années 1970 : ce qui fait une croissance tout à fait remarquable⁴

2 Cf. P. Van Parijs, *Real Freedom for All*, Clarendon Press, Oxford 1995.

3 Beaucoup de ses partisans considèrent en effet le revenu social comme une utopie concrète, c'est-à-dire comme une initiative «prêt-à-porter» qu'il suffirait de mettre en œuvre (par le haut ? comme une mesure d'ingénierie sociale ?) pour résoudre d'emblée, ou pour atténuer largement, bon nombre de problèmes sociaux liés à l'injustice, aux inégalités, à la marginalisation, etc.

4 Cf. T. Piketty, *Le capital au XXI^e siècle*, Seuil, Paris 2013.

! Toutefois, ce qui est au moins aussi emblématique de l'«automne chaud», ce sont les revendications, les slogans, les mots d'ordre, en gros : *la perspective politique* qui a soutenu la montée en puissance de la contestation. Les revendications d'augmentations salariales *détachées de la variation des taux de productivité et détachées de la variation des taux de profit*, mais aussi, les revendications d'augmentations salariales égales pour toutes et tous, c'est-à-dire par-delà les divisions de branche et de secteur, par-delà les distinctions entre cols bleus et employés, par-delà toute idéologie méritocratique, ces revendications et ces augmentations sont arrivées à rompre la «séparation ouvrière» construite sur les différentiels de salaire, tout en améliorant dans une plus ou moins grande mesure les conditions de vie des travailleurs. Passons sur les différentes étapes qui ont permis la cristallisation de cette perspective qui a placé au cœur du projet politique le «travail comme variable indépendante» : «*salario e orario*», criaient les ouvriers de l'époque, «plus d'argent, moins de travail», «des sous et encore des sous», «unification des catégories aux niveaux salariaux les plus élevés», etc. C'est cette incompressibilité du salaire, cette «rigidité ouvrière», dont se plaignaient les chiens de garde et les bien-pensants de tout bord, qui s'est révélée incompatible avec le développement capitaliste, qui a fait obstacle au maintien des taux de profit, qui est apparue ingouvernable et qui a dû, par conséquent, être combattue.

Le refus du travail a en effet accompagné, voire attisé, ce moment extraordinaire de la lutte de classe en Occident. Tout au long des années 1960 et pendant une bonne partie des années 1970, l'auto-négation des ouvriers en tant qu'ouvriers – c'est-à-dire en tant que force de travail marchande – a connu une gamme de manifestations de différente nature qui ont contraint le capital à adopter des contre-mesures de plus en plus importantes. Des cortèges spontanés à l'intérieur des usines à l'absentéisme obstiné, de l'auto-réduction des rythmes de travail à l'hostilité ouverte à l'égard des tâches prescrites, de la négligence des différentes étapes de la production au sabotage des machines et des marchandises, de l'indiscipline face aux chronomètres à la violence directe contre les chefs de département, la conflictualité s'est propagée de façon endémique à l'intérieur des usines, en affectant lourdement la rigidité structurelle de l'enchaînement des séquences qui composait le cycle productif de la grande firme intégrée. Les ralentissements et blocages à répétition des secteurs productifs, en arrêtant les flux de produits semi-facturés, répandaient le chaos tout le long de la ligne de montage et provoquaient des pertes considérables pour les industriels.

La démultiplication de l'insubordination des ouvriers – soucieux de sauvegarder leur intégrité physique, plus encore que d'annoncer des

lendemains qui chantent – a ainsi forcé le patronat à s’engager dans la voie de l’innovation technologique et organisationnelle. Cette dernière a suivi et décalqué comme une ombre les opérations de sabotage des ouvriers pour tenter de désagréger le contre-pouvoir de plus en plus considérable qu’ils avaient acquis. Elles ont servi à (se) libérer du travail, c’est-à-dire qu’elles ont matérialisé la réponse capitaliste aux luttes ouvrières. En effet, malgré l’incorporation dans l’ordre social d’une grande partie des exigences portées par les protestations, pendant plusieurs années, la conflictualité a pris une ampleur considérable et s’est installée dans la durée. Ce n’est qu’après un long moment de désarroi (du patronat comme des partis et syndicats de gauche, débordés eux aussi par les contestations) que les classes dirigeantes ont lentement commencé à changer de stratégie, en passant de la satisfaction, non négociable, des revendications salariales à la restructuration sociale, à travers la reconversion productive⁵. Ce changement d’orientation – véritable contre-offensive menée par le haut – leur a permis de reprendre l’initiative. La métabolisation des revendications ouvrières s’est finalement accomplie à travers une réorganisation en profondeur de la production, qui a contourné le pouvoir et l’autonomie des salariés en redéfinissant les tâches ou, plus simplement, en éliminant un grand nombre de postes de travail par le recours à l’automatisation des mécanismes productifs et à l’externalisation de parties considérables des procès de fabrication.

Les événements de 1977 – qui ont bloqué le cœur de villes entières pendant plusieurs jours et cela à plusieurs reprises (à Bologne et Rome notamment, mais aussi à Padoue et dans le triangle industriel du Nord-ouest) –, s’inscrivent dans la droite ligne des luttes ouvrières et des réponses capitalistes qui ont animé ce que l’on appelé la «séquence rouge italienne», qui s’est étendue précisément de 1968 à 1977. Ce qui a émergé de ce tournant, ce n’est pas seulement un bouleversement de fond en comble du cycle productif (contrainte monétaire dominante, type de rapport salarial prépondérant, reconfiguration de la division internationale du travail, centralité de nouveaux biens marchands, etc.), mais aussi *une nouvelle composition de classe*. Les luttes de 1977 en Italie ont pleinement assumé la fluidification du marché du

5 Une séquence comparable s’est produite ailleurs en Europe. Pour ce qui est de la France, cf. L. Boltanski, E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, Paris 1999, pp. 255-80. En ce qui concerne l’Italie, cf. A. Negri, *Books for Burning*, London, Verso 2015 (dont certains essais sont disponibles aussi en français in A. Negri, *La classe ouvrière contre l’État*, Paris, Galilée 1978). Ce passage de la crise de l’Etat-plan de la période keynésienne et fordiste à l’institution d’un état de crise permanente, en vigueur depuis le début des années 1970 s’est traduit par une modification substantielle de la forme-Etat, avec tout ce qui va de pair en termes de politiques économiques, sociales, monétaires, etc.

travail ; elles se sont placées résolument *dans et contre la flexibilité*. Cette nouvelle composition de classe – étudiant.es-travailleurs.es et travailleurs.es en formation continue – s’est traduite par une exigence de flexibilité dans les conditions de vie et de travail ; par le refus de considérer la flexibilité comme une exception malheureuse par rapport à la règle d’or du CDI (contrat à durée indéterminée) ; par la transformation de la «mobilité» en «règle positive», voire en aspiration principale. La revendication de cet *exode*, a cassé une fois pour toutes «le lien entre emploi et socialisation», ou insertion, est apparue «indéchiffrable au mouvement ouvrier traditionnel», et elle reste résolument étrangère aux visions de la plupart des partis et, surtout, des syndicats de la gauche de la gauche. «Le mouvement de 1977, avec son évocation des rôles préétablis», représente pourtant la tentative la plus intéressante «de peupler et de coloniser un territoire situé au-delà du travail salarié»⁶.

Et en effet, la diffusion de la flexibilité ne doit pas être considérée comme la simple imposition *top down* de conditions de vie défavorables à ceux qui sont contraints de gagner leur vie sur le marché (c’est-à-dire à ceux qui ne disposent ni d’argent ni de moyens de production). Certes, à partir des années 1970, les classes dirigeantes ont expérimenté tour à tour d’importantes réformes technocratiques et managériales capables de répondre à l’insubordination grandissante du social, qui sont allées du domaine monétaire et financier jusqu’à celui du travail, en passant par toute une batterie de méthodes encore moins idylliques que celles qui ont régné de tout temps dans l’économie politique. Mais ce sont d’abord les luttes sociales qui ont fait sauter la norme du salariat et liquidé l’idéologie disciplinaire de l’emploi fixe et stable qui l’accompagnait. Le désir d’autodétermination et le besoin de s’épanouir au-delà du travail et non plus simplement dans le travail ont joué un rôle décisif dans cette histoire. Ils sont présents non seulement dans le refus ouvrier du travail sous la tutelle d’un patron, mais ils résonnent aussi clairement dans les mots d’ordre (déjà mentionnés) : «plus de salaire, moins de travail», «le salaire comme variable indépendante de la productivité», ou encore «le salaire *contre* le travail ménager», «salaire étudiant», etc. La critique de l’autorité et de la hiérarchie – d’usine, de genre et de génération –, la révolte contre toutes les formes de subordination, de prescription et de centralisation des décisions, l’opposition au commandement des rythmes, des lieux et des activités à accomplir ne s’enracinent pas seulement dans une histoire qui, pour reprendre la formulation du Marx de l’«accumulation originelle», reste «écrite dans les annales de l’humanité en lettres de sang et de feu», mais elles ont conduit aussi à l’institution positive de nouveaux liens interpersonnels, de formes et styles de

6 P. Virno, *L’usage de la vie*, Eclats, Paris 2016, pp. 259-74.

vie inédits, d'imaginaires, de valeurs et de relations sociales libérés du moralisme et de l'ascétisme si caractéristiques des éthiques travaillistes. Elles mettaient au cœur du bras de fer avec le patronat ce que l'on appelait à l'époque l'«autovalorisation ouvrière», c'est-à-dire la valorisation des besoins, désirs, aspirations, etc., assurée par les possibilités immanentes au niveau désormais atteint par le développement des forces productives, en jetant ainsi une toute autre lumière sur les institutions du *welfare* – considérées non plus comme des trous noirs de la dépense publique, mais comme les relais d'une dynamique de transformation sociale de grande ampleur ! En jouant la carte du revenu social inconditionnel sur le terrain du corps et de la sphère privée, à travers l'insoumission des comportements, le mouvement de 1977 nous parle encore aujourd'hui, car il a représenté l'alternative la plus conséquente qui se soit découpée sur l'horizon de la fin du plein-emploi et du surgissement de nouvelles formes et figures de la production.

Si l'on admet que c'est bien l'exode du salariat qui nous a conduits au désert du présent, la volonté de briser les chaînes du travail dépendant nous impose de chercher *un nouveau paradigme de liberté et d'égalité* à la hauteur des défis du monde contemporain. La lutte pour un revenu social aussi élevé que possible ne saurait donc se réduire à une simple requête de paiement monétaire, dans la mesure où elle constitue *une perspective politique globale* visant à rompre le dispositif qui empêche les possibilités d'émancipation à travers *une remise en cause radicale des fondements matériels de la division raciale, sexuelle et générationnelle du travail*. Disposer d'argent – notamment pour un travail invisibilisé – permet non seulement de se soustraire, à la fois au chantage à la perpétuation de sa propre condition, et à la contrainte d'accepter des salaires plus bas ou des clauses de travail plus défavorables que les normes sociales, mais aussi d'autodéterminer les projets et activités auxquels on entend se consacrer et les manières de satisfaire ses besoins et désirs. Les temps de la précarité subie appellent par conséquent des luttes pour la mobilité active et choisie. Pour échapper à la trappe à la précarité et à l'exclusion, il faut en effet se placer résolument dans et contre la flexibilité. Mais un socle de revenu véritable, substantiel, est seul à même d'impulser le droit à un choix réel de son travail, c'est-à-dire la possibilité concrète d'une mobilité non subie, qui se traduirait en retour par des dynamiques vertueuses à l'intérieur même du monde du travail : comme nous le rappellent les histoires des mouvements ouvrier et féministe⁷, la possibilité de refuser le travail entraîne une

⁷ En ce qui concerne le mouvement féministe, cf. l'excellent livre de L. Toupin, *Le salaire au travail ménager*, Remue-ménager, Montréal 2014, où elle montre très bien que la

amélioration de ses conditions d'exercice – autrement dit : une libération du travail. Et elle ouvre aussi – et peut-être surtout – à la création des marges de liberté nécessaires pour pouvoir finalement travailler autrement.

ENTRE FRACTURE RACIALE ET RECOMPOSITION POLITIQUE

La socialisation du revenu ne constitue pas seulement un projet politico-culturel en phase avec la critique de l'aliénation et de l'autoritarisme : elle peut aussi représenter une arme théorico-pratique importante pour contrer le *racisme structurel* de nos sociétés. La perspective politique du revenu social inconditionnel peut se configurer comme la piste la plus probante pour *tenter de recomposer partiellement la fracture raciale* des capitalismes contemporains. Le redéploiement néocapitaliste a permis le retour, et le renouvellement, d'une analyse de la stratification sociale à partir du concept de composition de classe⁸. Plusieurs enquêtes empiriques convergent désormais vers un tel diagnostic – de la sociologie urbaine à la sociologie de l'éducation, en passant par les statistiques sur les inégalités de revenu. Au cours des décennies qui ont précédé la fin du millénaire, on a assisté à la dégradation progressive des conditions de vie des couches moyennes et inférieures de la population ainsi qu'à la perte généralisée de pouvoir d'achat et de capacité de négociation d'une grande partie des travailleurs.es. Ce déclassement a eu toutefois un impact différent selon les lignes de génération, de genre et de race. Le concept de classe n'est donc pas sorti indemne de ces années turbulentes et, s'il peut être réactivé pour une analyse politique de la transformation sociale en cours et de sa crise actuelle, il doit être retravaillé en profondeur. En regardant de plus près la composition subjective des processus d'appauvrissement, d'exclusion et d'exploitation à l'œuvre aujourd'hui, on

revendication d'un salaire *contre* le travail ménager a représenté un processus de subjectivation politique décisif à l'époque pour le féminisme international.

8 Le concept de composition de classe a été forgé par l'opéraïsme italien dans les années 1960 afin de comprendre la complexité sociologique et politique de la classe ouvrière de l'époque : la stratification du travail vivant dans le cycle de production de l'usine et la diversité anthropologique de ses segments (les visions du monde, les désirs et les passions des différentes figures ouvrières : ouvrier de métier, ouvrier-masse, etc.). La prise de conscience de cette multiplicité a contribué à ouvrir un nouveau champ d'action susceptible de transformer le conflit latent en antagonisme manifeste – le but du concept de composition de classe, exploré à travers la pratique de la «co-recherche», étant de renverser la complexité en mettant en place des dynamiques de recomposition politique. *Mutatis mutandis*, la remise à jour d'un tel concept, à travers de nouvelles enquêtes militantes et politiques, reste probablement l'une des tâches les plus urgentes pour recombinaison en fonction émancipatrice différentes dynamiques de savoir/pouvoir.

remarque que l'oppression sur des bases raciales, même si elle est inhérente à toute forme de capitalisme, s'est intensifiée. Si les inégalités structurelles se sont en effet creusées un peu partout depuis quelques décennies, elles se sont surtout accumulées et ancrées dans la spécificité des rapports racisés.

Or, l'un des privilèges liés à la blancheur de la couleur de peau concerne la plus grande facilité à entrer dans le monde du travail, à accéder à la monétisation de sa propre force de travail et, par conséquent, à jouir des biens et services produits par la socialisation des forces productives. Reconnaître ce fait social n'a rien à voir avec une scandaleuse naturalisation des races. Dire cela signifie tout simplement constater une différence institutionnelle dans le traitement social réservé aux Blancs, d'un côté, et aux Noirs, Arabes, Roms, etc., de l'autre. Le pourcentage beaucoup plus élevé, en termes relatifs, de ces derniers par rapport aux Blancs en ce qui concerne les taux de pauvreté, d'exclusion, de chômage, d'incarcération, etc., n'est pas lié à la culture ou à l'éducation familiale, mais – il est embarrassant de devoir l'explicitier – à la production et à la reproduction des sociétés capitalistes : les races sont une construction sociale ; elles ont trait aux processus de sociogenèse et non d'ontogenèse ; ce sont les actions réciproques entre l'État et le capital, et non les simples interactions interindividuelles, qui assignent une distribution hiérarchique de toute une série de privilèges en fonction de l'appartenance aux différents groupes raciaux et de leur imbrication dans la structure de classe. Les différences raciales et leurs intersections (qui se superposent largement, sans toutefois les épuiser) avec celles de classe sont en effet le produit d'une histoire coloniale de longue durée qui continue de se répercuter dans le présent. La race n'est donc pas une essence figée, mais une «convergence de contradictions»⁹.

Derniers à être embauchés et premiers à être licenciés, les priorités politiques des descendants des colonisés sont liées davantage aux questions sécuritaires et policières qui rappellent, c'est-à-dire à la vaste panoplie de manifestations du racisme d'État, dont le *burkinigate* de l'été 2016 n'est que l'expression la plus paroxyste des dérives autoritaires et identitaires que l'on a pu observer sur le sol français depuis un bon moment. Inutile, donc, de supplier les sujets «postcoloniaux» de rejoindre des mobilisations qui ne relèvent pas immédiatement de leurs urgences politiques ou qui, en dernière instance, reproduisent le système de privilèges en vigueur sans le subvertir à la racine. Que faire, alors ? L'opération inverse ! Aller sur leur terrain politique, défendre leurs exigences fondamentales, construire les présupposés d'une véritable coalition d'intérêts communs : «non pas une convergence abstraite et

9 Cf. <http://revueperiode.net/pour-deracialiser-il-faut-penser-la-race-et-la-classe/>.

prophétique mais le projet politique d'une majorité décoloniale que nous pourrions nous atteler à construire ensemble, dans une égale dignité»¹⁰.

Or, dans la multiplicité des revendications disponibles pour la mise en place d'une telle convergence des luttes, l'une nous paraît remplir toutes les conditions pour amener quelques-unes des composantes du mouvement contre la Loi travail et son monde à un terrain qui soit aussi favorable, voire *plus favorable encore*, aux subjectivités «postcoloniales» : la socialisation du revenu. La soi-disant «main gauche» de l'État apparaît trop souvent en effet comme un instrument de contrôle supplémentaire : assistance sociale, RSA, assurance chômage, allocations de différente nature, mais aussi système sanitaire et psychiatrique, etc. A l'inverse, un revenu mensuel, inconditionnel et sous forme monétaire, attribué à tout un chacun, indépendamment de ce qu'il est et de ce qu'il fait, permet non seulement d'éviter les phénomènes de stigmatisation en accordant de larges marges d'autonomie, mais contribue aussi à abattre ne serait-ce que l'un des privilèges raciaux qui subsistent aujourd'hui, l'usage de la clé de voûte du système capitaliste : la monnaie ! Il s'agit peut-être de l'une des pistes les plus prometteuses pour essayer de déclencher des processus de subjectivation politique qui puissent combattre, à la fois, contre une pluralité irréductible d'ennemis tout en recomposant des fractures qui nuisent à la grande majorité des sujets sociaux qui s'opposent séparément, chacun pour soi, à cette pluralité d'ennemis¹¹.

Et en effet, *l'argent est un levier de pouvoir* ; il permet d'ajouter à l'obtention d'un meilleur emploi la valorisation des aspirations subjectives, des liens extra-marchands et du temps de non-travail. C'est pour ces différentes raisons que *la revendication d'un revenu social inconditionnel est pleinement politique, parce qu'elle répond à un besoin de pouvoir social*. Elle peut ainsi constituer *le pivot d'une puissante recomposition de classe, en faisant converger et en articulant les exigences d'une pluralité de subjectivités*. Il offre une plus grande autonomie aux femmes, aux jeunes et aux populations racisées vis-à-vis de la famille et des stigmatisations du *welfare* traditionnel. Grâce à *son caractère à la fois unitaire et multiple* (avec l'argent, au fond, chacun.e fait ce qu'il veut), le revenu social inconditionnel donne corps à une

10 Cf. <http://indigenes-republique.fr/nuit-blanche-debout-comment-sortir-de-lentre-soi/>.

11 Par la subjectivation politique, on entend le processus de dés-assujettissement mis en œuvre par un groupe social à l'occasion d'une protestation, d'une mobilisation, d'une revendication, etc. C'est en ce sens que nous posons l'enjeu du revenu social inconditionnel comme un moyen de recomposer politiquement la fracture raciale qui déchire les sociétés capitalistes actuelles. L'une des hypothèses clés de l'opéraïsme consiste en effet à reconnaître dans les luttes la capacité de recomposer les fragmentations et séparations produites par le développement capitaliste.

projectualité politique capable d'exercer une véritable force d'attraction et de rassemblement, bien au-delà – nous semble-t-il – de ce que l'on est en droit d'attendre d'une perspective axée sur la centralité du salariat.

Voilà pourquoi, parmi les nombreux points à partir desquels construire des alliances entre jeunes précaires, salariés classiques et subjectivités postcoloniales, l'argent, la question de l'accès à l'argent, du droit à l'usage de l'argent, pourrait représenter le *mobile subjectif* le plus puissant, l'outil social sur lequel travailler ensemble théoriquement et politiquement (que serait une théorie décoloniale de la socialisation du revenu ? Quels types de pratiques, d'enquêtes militantes, d'enquêtes politiques pourrait-on mettre en place à cet égard ?)¹². Il s'agit, bien évidemment, d'une approche très pragmatique, voire post-idéologique. Poser comme mots d'ordre «prenons l'argent», on veut des sous pour vivre, on veut du fric non pas pour ne pas crever la dalle, mais pour ne pas faire des *bullshit jobs*, comme le dit l'anthropologue Graeber, pour ne pas être obligés d'accepter n'importe quelle offre de travail, pour ne plus être précaires, pour ne pas subir la menace patronale du licenciement, pour ne plus dépendre du chantage monétaire, qui consiste à devoir vendre sa force de travail sur le marché afin de gagner sa vie, ce n'est pas annoncer des lendemains qui chantent ! Et pourtant, cela correspond bien à un besoin qui est tout à fait primordial dans toute société capitaliste, dans la mesure où la monnaie constitue la pierre angulaire de ce système social ; dans la mesure où la monnaie est un élément incontournable, absolument central, en ce qui concerne aussi les rapports de force entre parties sociales opposées. La socialisation du revenu répond donc à un besoin de pouvoir social ou, mieux, de contre-pouvoir, dont peuvent se réclamer non seulement la jeunesse précarisée (et les jeunes hyper-formés et hautement qualifiés en sont pas les seuls à être précaires, car la précarité sévit surtout dans les secteurs du travail peu spécialisé : services, logistique, entreprises, assistance, soin, etc.), mais aussi 1) les subjectivités qui sont plus ou moins structurellement exclues du monde du travail et aux marges du welfare traditionnel (et ces exclusion et marginalisation structurelles passent par la ligne de la couleur de peau) et 2) les syndicats aussi pourraient trouver intérêt à revendiquer cette mesure. Si l'on plaide pour la défense et l'amélioration des conditions de travail, si l'on est pour la réduction du temps de travail, une socialisation du revenu digne de ce nom apparaît comme un outil de lutte tout à fait fondamental : pouvoir refuser le travail, pouvoir faire la grève et la reconduire, parce qu'on a un revenu social garanti, ce n'est pas négligeable. Mais la socialisation du revenu est tout à fait

12 La production de savoir peut produire des effets pratiques, c'est-à-dire produire des formes d'organisation et des subjectivités politiques.

fondamentale aussi 1) pour ceux qui souhaitent travailler autrement (de manière plus coopérative ou moins assujettie aux pressions de la concurrence et du marché) et 2) plus encore, la socialisation du revenu est cruciale pour ceux qui souhaitent faire autre chose dans la vie que travailler tout le temps, pour ceux qui souhaitent s'investir dans des activités qui transcendent la sphère du travail : art, culture, bénévolat, vie associative, sport, politique, etc.

CONSIDÉRATIONS FINALES

Cet article se fixe deux objectifs. Tout d'abord, tracer une généalogie aussi précise que possible de la revendication du revenu social garanti, en montrant son potentiel pour une recomposition politique de la fracture raciale qui déchire les sociétés capitalistes contemporaines. A la différence de ce qu'affirment la plupart des partisans du revenu social, qui le considèrent comme une mesure gouvernementale susceptible de renouveler les politiques sociales et le *welfare*, il s'agit *avant tout* de voir dans cette revendication une piste pour construire une mobilisation sociale et citoyenne. Par ailleurs, à travers des analyses portant sur la composition subjective des couches sociales inférieures, l'article essaie de poser à nouveaux frais les jalons d'un discours sur l'enquête politique dans les milieux populaires.

Le deuxième objectif consiste à préparer le terrain pour des recherches à venir sur les transformations socioéconomiques qu'une telle mesure pourrait contribuer à susciter en Europe au niveau du tissu productif des territoires urbains. En effet, la littérature sur le potentiel du revenu de base pour le renforcement de l'économie «sociale», «solidaire», «morale» ou «plurielle», mais aussi sur l'économie dite «populaire» ou «informelle» est désormais immense. Elle tend pourtant à se concentrer soit sur les expérimentations plus ou moins ouvertement «politiques» (coopératives, associations, réseaux d'autogestion, etc.), soit sur les expériences du soi-disant Sud global (Amérique latine, Afrique subsaharienne, Inde, etc.) mises en place par des organismes internationaux ou des ONG. En revanche, il y est beaucoup moins question des effets potentiels d'un revenu garanti sur les périphéries et banlieues des grandes métropoles européennes.